

La conférence 2015 sur les Capacités nationales d'évaluation (CNE) à Bangkok : renforcer les capacités nationales d'évaluation et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD)

Ariane Cassoli Alvarenga,¹ Ana Rosa Soares² et Livia Maria da Costa Nogueira¹

Du 27 avril au 22 mai 2015, la Communauté de pratique (COP) sur les Capacités nationales d'évaluation (CNE) a organisé avec le soutien du Centre international de politiques pour la croissance inclusive (IPC-IG) du PNUD et du Bureau indépendant de l'évaluation (BIE) du PNUD une discussion en ligne³ portant sur la tenue prochaine à Bangkok de la conférence sur les CNE intitulée « Comment la conférence CNE 2015 de Bangkok ('conjuguer les principes de l'évaluation à des pratiques de développement') peut-elle contribuer à renforcer les capacités nationales et à développer et atteindre les Objectifs de développement durable ? ». ⁴ Les paragraphes suivants exposent une série d'idées clés partagées à cette occasion par les participants.

Un participant du **Cameroun** a soulevé plusieurs points qu'il serait intéressant d'aborder lors de la conférence : comment promouvoir des stratégies nationales d'évaluation dotées d'une méthodologie intégrée, dans le cadre de programmes disposant d'un budget donné, en suivant/promouvant une gestion des finances publiques fondée sur les résultats ? Comment mettre les évaluations à profit pour éviter les doublons et promouvoir une meilleure coordination de l'aide ? Comment partager les leçons tirées pendant l'élaboration de politiques de développement ? Comment mettre des mécanismes nationaux au service du suivi et de l'évaluation, en particulier dans le cadre de programmes financés par des partenaires internationaux qui ne sont pas soumis au respect des procédures nationales ? Comment renforcer la planification en travaillant sur la mise en place/l'emploi/la production de références et d'indicateurs SMART (spécifiques, mesurables, réalistes, pertinents et susceptibles de respecter certains délais, selon l'acronyme en anglais) applicables dans le cadre des Objectifs de développement durables (ODD)?

Pour un représentant du **Guatemala**, il est essentiel d'échanger les leçons tirées des forces et des faiblesses du suivi et de l'évaluation pour pouvoir atteindre les ODD ; des espaces horizontaux devraient en outre être aménagés afin de promouvoir de tels échanges. Les suggestions suivantes ont également été formulées : mettre les résultats des évaluations en lien avec les décisions politiques, renforcer la capacité à interpréter correctement les résultats des évaluations et promouvoir le lien existant entre l'évaluation et les groupes de la société civile afin d'utiliser les résultats des évaluations pour la défense de nouvelles causes.

Selon un représentant du **Kenya**, la conférence pourrait se pencher sur les raisons de mesurer des indicateurs de durabilité (de différentes sortes) ; analyser différents cadres facilitant la conception et l'adaptation d'indices (actuels) ou d'indicateurs en usage (agrégats ou ensembles d'indicateurs) pour en évaluer les avantages et les inconvénients ; comparer et définir des critères pour l'élaboration d'indices ou d'indicateurs d'ODD utiles en insistant sur les limites que peuvent présenter les données ; partager les enseignements tirés et en extraire les bonnes pratiques permettant d'évaluer les progrès mesurés par la palette d'indicateurs des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ; réfléchir à la façon de localiser l'aide officielle au développement ; développer des méthodes novatrices et responsables permettant aux institutions financières d'aider les gouvernements sous-nationaux des pays en développement à mesurer et à mettre en œuvre les ODD au niveau local. Une autre idée évoquée consiste à renforcer les liens existant entre les différents acteurs : dans un premier

temps, entre les groupes nationaux de suivi et d'évaluation d'une part et la production des données d'autre part, puis entre les gouvernements et les Organisations volontaires d'évaluation professionnelles (OVEP, ou VOPE en anglais) et enfin entre les groupes nationaux de suivi et d'évaluation et les parlements nationaux afin de faire augmenter le nombre de pays dotés de politiques d'évaluation.

Pour un participant [marocain](#), l'élaboration d'ODD et d'indicateurs ne tenant pas compte de l'évaluation comporterait le risque de mettre en place un cadre non viable de promotion du développement. Il conviendrait en outre de souligner pendant la conférence le besoin de données régulières et exactes, une initiative qui pourrait être prise en partenariat avec des pays développés, dans lesquels les capacités d'analyse et de statistiques sont mieux distribuées. Les ODD donneront probablement lieu à des changements institutionnels au niveau local ; une coopération décentralisée jouerait quant à elle un rôle essentiel dans le soutien aux collectivités locales et dans l'amélioration de la gouvernance et du développement local. Un autre participant marocain a posé les questions suivantes : Comment comprendre le développement durable ? Quels outils devrait-on employer pour atteindre les ODD ? Dans le domaine des ODD, quelles sont les principales questions que pose l'évaluation ?

Les leçons tirées des OMD devraient par ailleurs être prises en considération dans le cadre des ODD. En [Asie pacifique](#), les capacités nationales d'évaluation se sont améliorées, à en croire un participant de cette région. Il devrait être possible de construire de nouvelles capacités d'évaluation fiables grâce à de nouvelles modalités d'intervention de développement (telles que la coopération triangulaire ou les partenariats publics-privés ou PPP). À l'avenir, les résultats pourront être suivis et évalués en fonction de leur durabilité.

Un participant de [Guyane](#) a recommandé de continuer à soutenir la consolidation des capacités et le développement en renforçant les institutions de statistiques (au niveau national et international), mais aussi les universités et la société civile. Ces différents acteurs jouent en effet un rôle clé dans l'élaboration des ODD. En ce qui concerne les opportunités émergentes pour les jeunes évaluateurs, les évaluations conjointes offrent la possibilité de renforcer les capacités au niveau local et national. Cette question est également inscrite à l'ordre du jour de l'Association internationale de l'évaluation du développement (IDEA, en anglais), qui prendra part à la conférence et tiendra des sessions conjointes.

Des participants [algériens](#) sont tombés d'accord avec des représentants d'autres pays sur le besoin de mettre en place un forum permettant d'échanger des bonnes pratiques et des leçons tirées des OMD afin d'ajuster les ODD. Il reste toutefois des défis à relever concernant l'accès aux données, la mauvaise qualité des capacités nationales d'évaluation et le manque de soutien des politiques publiques. Le développement devrait être durable, mais aussi axé sur la population et l'emploi d'approches participatives.

Un participant du [Malawi](#) a souligné le besoin stratégique de mettre en place des capacités d'évaluation à l'usage des gouvernements. Si ce pays s'est concentré sur le suivi des projets et des programmes, moins d'efforts y ont toutefois été déployés afin de mener des évaluations solides, pourtant nécessaires à l'impact positif de ces projets et programmes. Pour y remédier, il conviendrait de renforcer les capacités d'évaluation des pouvoirs publics et d'institutionnaliser de solides systèmes et cadres d'évaluation. Parmi les suggestions formulées pour permettre au pays d'atteindre les ODD, on peut citer : l'organisation d'évaluations conjointes visant à garantir l'acquisition des compétences nécessaires par les évaluateurs, la sensibilisation du grand public aux ODD dans le but de stimuler la demande d'évaluations et le renforcement des capacités des unités ou sections d'évaluations des ministères et des bureaux de statistiques.

Dans l'ensemble, les participants de la COP se sont accordés à dire que la conférence sur les Capacités nationales d'évaluation devrait aménager un espace consacré aux ODD, mais aussi encourager l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements tirés des OMD.

Notes:

1. PNUD/Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.
2. Bureau Indépendant de l'Évaluation du PNUD.
3. Consulter <www.unteamworks.org/nec>.
4. Indran Naidoo, Directeur.

Traduit par Amélie Courau.